

APPEL de M. René BILLÈRES

député sortant

CANDIDAT DE LA GAUCHE DEMOCRATIQUE FRANÇAISE

PRÉSENTÉ PAR LE

Parti Radical-Socialiste et le Parti Socialiste S. F. I. O.

Electrices, Electeurs, chers Compatriotes bigourdans,

Je vous demande à nouveau vos suffrages. Je crois être resté digne de votre confiance.

I. — **JE N'AI JAMAIS CESSÉ DE VOUS SERVIR. DEPUIS 4 ANS, DANS DES CONDITIONS DIFFICILES, JE ME SUIS BATTU, AVEC SUCCES, POUR NOTRE DEPARTEMENT MENACÉ.**

J'ai contribué à préserver chez nous une activité industrielle dont dépendent le niveau de vie des salariés, des exploitants agricoles et la prospérité commerciale. Nous avons réussi à **maintenir à TARBES et ailleurs, de grandes entreprises** dont le départ, sans retour, eut été le signal d'une débacle économique.

J'ai pu faire progresser encore l'équipement scolaire de notre département placé, sous ce rapport, au tout premier rang des départements français, favoriser la construction de nouveaux groupes scolaires, le développement du collège d'enseignement général et d'enseignement technique, l'édification de nouveaux lycées, la nationalisation des anciens, **contribuer, de façon décisive, à la création à Tarbes d'une Ecole Nationale d'Ingénieurs**, ouvrir ainsi de nouveaux débouchés à notre jeunesse urbaine et rurale et **garantir le maintien des industries existantes tout en préparant la venue d'industries nouvelles.**

Sur le plan touristique, j'ai pu aider le remarquable effort des collectivités locales pour l'ouverture de la route d'Espagne et demander la création de la route des lacs qui apportera à notre beau département un nouvel et puissant attrait.

A l'Assemblée nationale, j'ai défendu sans trêve les valeurs d'un idéal laïque, humaniste et ouvert. J'ai combattu la loi d'aide à l'enseignement privé qui rendait en particulier impossible le financement de la réforme démocratique de notre enseignement élaborée par mes soins. J'ai demandé, sans me lasser, l'expansion de l'Education nationale, clé de notre avenir, source d'emplois nouveaux pour nos jeunes et nos compatriotes repliés d'Algérie. J'ai voté les lois d'orientation agricole. J'ai demandé, par des amendements, le retour à l'indexation des produits décidée en 1957 par un gouvernement dont je faisais partie, abandonnée en 1958, et la création, à bref délai, d'une Caisse nationale d'Assurance contre les calamités agricoles.

II. — ET MAINTENANT ? NOUS VOICI A UN TOURNANT :

Le sens du vote du 28 octobre est clair. La majorité des votants a voulu conserver un président. La majorité des inscrits a refusé de plébisciter un homme, de se donner un roi.

Je continuerai sans faiblesse le combat républicain pour l'équilibre des pouvoirs, le contrôle parlementaire, les libertés, l'indépendance de la Justice, une information démocratique garantie par un statut qui assure l'objectivité de la Radio-Télévision.

La France, libérée de la guerre d'Algérie, doit choisir en toute clarté son destin. Son avenir n'est pas dans une politique de puissance militaire et de prestige personnel dans une ruineuse force de frappe purement nationale, dans des largesses incontrôlées en Afrique, dans l'illusion d'un arbitrage français pour l'univers. L'ambition nationale doit viser au renforcement inlassable de la paix par une contribution éclairée à l'association atlantique, la participation à l'O.N.U., aux rencontres pour le désarmement nucléaire, à la construction économique et politique de l'Europe des peuples unis, assurée collectivement des moyens de sa défense.

Pour tenir sa place dans cette Europe, la France doit poursuivre sa modernisation dans une expansion, financièrement stable, équilibrée, entre toutes les régions, tous les secteurs, resserrer la cohésion nationale par le progrès de l'équité sociale et de la solidarité.

III. — **JE PROPOSE DONC A VOTRE CHOIX LE PROGRAMME DE GOUVERNEMENT QUE VOICI, A METTRE EN ŒUVRE DÈS LE DEBUT DE LA LEGISLATURE PROCHAINE :**

1° **Insertion dans le IV^e plan de modernisation**, récemment adopté, **d'un projet substantiel et complet d'expansion régionale**, comportant :

a) les initiatives de l'Etat et les crédits nécessaires pour la construction d'usines — comme en Grande-Bretagne — l'effort vers **un prix national rendu** des produits de base et vers la **péréquation des transports**.

b) **un progrès sérieux des investissements agricoles et de l'équipement rural** (y compris l'économie montagnarde), les crédits nécessaires au fonctionnement des sociétés d'aménagement et d'établissement, des groupements de producteurs, l'organisation des marchés, la conquête des débouchés, l'irrigation et le reboisement, une détaxe convenable du matériel agricole,

c) **un plan de construction de routes touristiques et la réduction progressive de la fiscalité hôtelière**.

2° **Attribution immédiate à l'Education nationale, à la Recherche scientifique, y compris au premier rang l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, aux enseignements et à la formation professionnelle agricoles**, des crédits nécessaires à leur équipement, au développement résolu des moyens de formation de maîtres et de chercheurs (Ecoles normales, I. P. E. S. créés en 1957), revalorisation des traitements, en particulier des rémunérations de début, augmentation du nombre et du taux des bourses, institution par paliers de l'allocation aux étudiants ; en attendant, maintien des allocations familiales jusqu'à la fin des études ; **réforme fondamentale de l'enseignement**.

Dans cette expansion de l'Education nationale, **Tarbes doit devenir un jour le siège d'une deuxième Faculté des Sciences de l'Académie de Toulouse et d'un I. P. E. S.**

3° **Effort pour le logement** à un taux compatible avec les ressources des jeunes et des vieux ménages et au profit de nos compatriotes repliés d'Algérie ; **développement de l'équipement hospitalier**.

4° **Etablissement progressif de l'égalité en matière de prestations sociales** pour les travailleurs indépendants, les exploitants agricoles, les commerçants. Amélioration substantielle pour tous nos vieux, sans distinction, les mutilés et invalides du travail, les invalides civils, respect du rapport constant pour les Anciens Combattants.

DEMAGOGIE ? **NON**. Cet effort planifié et progressif est permis à une France en expansion. Il est absolument incompatible avec le prix d'une force de frappe purement nationale, mais parfaitement conciliable avec notre contribution à une force défensive européenne, comme à notre participation à une coopération technique et culturelle européenne avec les pays nouvellement indépendants.

Mais il exige la stabilité dans l'action gouvernementale. Le regroupement des partis est un impératif absolu de la rénovation démocratique.

Radicaux et Socialistes, nous vous proposons ensemble ce programme. Ensemble, nous vous présentons des candidats communs. Il ne s'agit, en aucune façon, d'une alliance électorale qui durerait l'espace d'un scrutin, mais d'un **contrat d'association permanente pour le gouvernement**, qui nous engage solidairement devant vous. **Nous sommes sûrs que de nombreux démocrates viendront se joindre à nous pour cette entreprise de salut républicain**.

**VIVENT LES HAUTES-PYRÉNÉES,
VIVE LA REPUBLIQUE,
VIVE LA FRANCE.**

René BILLÈRES

Professeur agrégé de Lettres
Croix de Guerre 1939-1945
Ancien Ministre de l'Education Nationale
Député sortant

**Candidat de la Gauche Démocratique Française
présenté par le
Parti Radical-Socialiste et le Parti Socialiste S.F.I.O.**

Remplaçant éventuel :

Antoine CORREGE

Agriculteur
Chevalier de la Légion d'Honneur
Maire et Conseiller général de La Barthe-de-Neste